

HANDICAP

CES PROFS QUI REJETTENT L'“ÉCOLE INCLUSIVE”

Le nombre d'enfants handicapés accueillis au sein de l'Éducation nationale n'a jamais été aussi élevé, et la plupart des enseignants font face à des situations difficiles. Au point, désormais, de refuser, pour certains, l'idée même d'intégration. **PAR MARIE-ESTELLE PECH**

Sale temps pour l'école inclusive. Ne serait-elle pas responsable de la faillite de l'Éducation nationale ? Les élèves handicapés ne tirent-ils pas les autres vers le bas ? Questions brutales mais rampantes : « *Les commentaires sont parfois très dénigrants dans la salle des profs* », raconte Sophia, assistante pour les élèves en situation de handicap (AESH) dans un collège de Versailles. Elle a déjà entendu des enseignants évoquer des enfants « *neutres* » qui « *empêchent de boucler le programme* ». « *Ces élèves comptent double en matière de préparation, d'accompagnement et de patience. Toute une classe vit à leur rythme, au ralenti. Au détriment des meilleurs. Le niveau général baisse. Les enseignants sont débordés par ces élèves de plus en plus nombreux* », se désespère une directrice d'école. Peu importe si cet effondrement scolaire, mesuré dans les études nationales ou internationales, tel Pisa, a précédé l'obligation de scolariser les élèves handicapés, qui date de 2005. Peu importe si les scolarisations partielles – parfois seulement une à deux heures par jour – sont très nombreuses, avec des parents souvent obligés d'arrêter de travailler pour s'occuper de leur enfant à domicile.

Les professeurs sont ambivalents. S'ils adhèrent majoritairement à l'idée d'une école inclusive, ils perçoivent cette obligation comme une contrainte difficile à mettre en œuvre. Selon un sondage

Ifop mené en septembre 2023 auprès de 601 professeurs, 74 % d'entre eux estiment que l'inclusion est une nécessité pour les élèves concernés, mais 81 % qu'il s'agit surtout d'une source de tracas. La tolérance diffère selon le handicap. La quasi-totalité est favorable à la présence d'un élève en fauteuil, aveugle ou sourd, mais ils ne sont que 58 % à accueillir favorablement un enfant porteur de troubles autistiques ou intellectuels. « *Il y a une souffrance grandissante chez les personnels qui ont des difficultés à accueillir les élèves perturbateurs*, souligne Élisabeth Allain-Moreno, du syndicat SE-Unsa. *On a de plus en plus de collègues qui se tournent vers l'extrême droite. Éric Zemmour l'avait bien compris en agitant ce sujet pendant la campagne présidentielle* », rappelle-t-elle. Ce dernier dénonçait en 2022 l'« *obsession de l'inclusion* ».

« *J'ai déjà reçu un coup de pied à la tête de la part d'un élève de CE1. Une autre fois, j'ai eu deux côtes fêlées en maîtrisant un enfant qui pétait les plombs dans ma classe. Je ne pensais pas que c'était ça mon boulot* », raconte Claudine, profes-

seure des écoles à Gaillac (Tarn), qui décrit aussi comment elle a tâtonné face à un élève de CM1 qui voulait sans cesse fuir de sa classe. « *La hiérarchie nous répond "pédagogie" et "adaptation". Moi, je demande des moyens. Je ne suis pas contre l'inclusion, mais il faut le faire dans de bonnes conditions, avec des accompagnants* », dit cette femme rencontrée à Paris le 25 janvier dans une manifestation de Force ouvrière. Un défilé très critiqué par les associations de parents d'enfants handicapés en raison de son mot d'ordre : « *Stop au chaos et à la mise en danger des personnels et des élèves dans les établissements scolaires* ». « *Un appel à manifester contre les enfants en situation de handicap à l'école, c'est purement et simplement dégueulasse* », a fustigé Florian Deygas, membre du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Points conflictuels

Le syndicat Force ouvrière n'est cependant pas seul à porter un discours sur les limites de l'inclusion. « *De nombreux enfants très dépendants, non verbaux, sont souvent les oubliés de notre modèle actuel. Le système tel qu'il a été pensé ne suffit plus* », affirme Servane Hugues, députée Renaissance, ancienne professeure des écoles et coauteure d'une mission d'information sur l'« *instruction des enfants handicapés* » publiée en novembre 2023. Elle y incitait à « *favoriser les passerelles entre l'école ordinaire et l'établissement médico-social* ».

Une partie des manifestants du 25 janvier – qui appelaient aussi à une grève le 1^{er} février – souhaiteraient davantage de places en instituts médico-éducatifs (IME),

“CES ÉLÈVES COMPTENT DOUBLE. LES ENSEIGNANTS SONT DÉBORDÉS.”
UNE DIRECTRICE D'ÉCOLE



DIFFICULTÉS
Selon un sondage Ifop réalisé en septembre 2023 auprès de 601 professeurs, 74 % estiment que l'inclusion est une nécessité mais 81 % qu'il s'agit d'une source de tracas.

hors de l'école. Ils s'opposent à un projet annoncé cet automne par Emmanuel Macron, qui veut davantage d'inclusion. Retoquée fin décembre 2023 par le Conseil constitutionnel, cette réforme, qui devrait être réintroduite sous forme de décret, doit favoriser l'intervention de personnel médico-social dans l'école. Autre point conflictuel du texte : demain, ce sont les chefs d'établissement, et non plus les maisons départementales du handicap, qui seront chargés de définir le nombre d'heures d'aide humaine que l'Éducation nationale doit mettre en place pour les enfants. « Le risque, c'est que ces directeurs se contentent de gérer la pénurie de personnels en saupoudrant les heures », dénoncent les opposants à cette réforme, qui craignent une inclusion au rabais. D'autant que, depuis 2005, le nombre d'enfants handicapés scolarisés a plus que doublé. Il est évalué à 475 000 élèves.

Chez les enseignants, l'autisme fait particulièrement peur. « Je ne compte plus les alertes d'enfants avec des troubles du comportement dans mon département, ni les enseignants en pleurs, démunis, en burn-out. Certains en viennent à démission-

ner ! Dans 80 % des cas, l'inclusion fonctionne. Mais il reste les 20 % d'enfants très compliqués », note David Michel, professeur des écoles dans l'Eure et militant au Snudi-FO.

Professionnels démunis

Une enquête sur le climat scolaire à l'école primaire menée en octobre 2023 auprès de 8 000 personnels scolaires pour l'ensemble associatif l'Autonome de solidarité laïque va dans le même sens. « L'augmentation des difficultés avec des élèves désignés comme perturbés ou à troubles du comportement est drastique entre 2011 et 2023. Nous sommes passés d'un peu moins de 40 % de répondants en 2011 disant avoir connu des difficultés fréquentes ou très fréquentes avec ces enfants, à 60 % en 2016, et désormais à 74,5 % en 2023 », écrivent les chercheurs Éric Debarbieux et Benjamin Moignard. Certes, une partie seulement de ces élèves compliqués ou violents sont diagnostiqués « handicapés » à proprement parler. Pour autant « quand plus des deux tiers des enseignants affirment la fréquence de telles difficultés, faut-il forcément les considérer comme des salauds qui passent leur vie à exclure des petits enfants ? Ou s'agit-il de

professionnels démunis faute d'une formation adéquate et d'aide ? » La moitié des personnels scolaires interrogés répondent qu'une des solutions contre la violence à l'école est « l'accueil dans des établissements spécialisés des élèves à problèmes ». Mais c'est faire l'impasse sur une réalité : faute d'éducation assez solide, la majorité des personnes handicapées qui sortent des IME ont un accès au monde du travail très limité.

Reste que les enseignants expriment un « immense désarroi ». Tous dénoncent un manque de moyens d'accompagnement patent. À les entendre, l'inclusion scolaire se fait à l'économie, avec trop peu d'aide spécialisée réelle, qui ne saurait de toute manière se réduire à des personnels peu formés et mal payés, les AESH. Les slogans gouvernementaux ne suffisent pas. L'effort accompli depuis vingt ans par l'État sur le plan financier ne permet toujours pas de faire face à l'afflux grandissant d'élèves handicapés. Éric Debarbieux et Benjamin Moignard avertissent les autorités dans leur rapport : « Une bascule idéologique dangereuse est en cours, qui risque de remettre en cause la possibilité même de cet accueil » à l'école. ■